	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté de communes Saône Beaujolais (CCSB)
SIRET/SIREN
200067817
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
105, rue de la République - CS 30010, 69 220 Belleville Tél. / Fax. : 04 74 66 35 98 / 04 74 66 26 40 Mail : contact@ccsb-saonebeaujolais.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Jacky MENICHON Président de la Communauté de communes Saône Beaujolais (CCSB)
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Valentin BERTRAND (Services techniques) Chargé de mission Urbanisme

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Communauté de Communes Saône-Beaujolais 105 rue de la République - CS 30010 - 69823 BELLEVILLE cedex T: 04 74 06 11 11 - F: 04 74 06 11 12
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(ii))
PLU
<b>2.2</b> Intitulé du document
Modification de droit commun n°2 du PLU de Cercié
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/</a>
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Cercié
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Tout le territoire communal.

<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Beaujolais approuvé le 29 juin 2009 puis modifié le 7 avril 2019.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE (et PGRI) Rhône Méditerranée 2022-2027 / PCAET adopté le 10 décembre 2019

<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Non concerné
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
PLU approuvé le 24 février 2015, avec une procédure d'évolution : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modification de droit commun n° 1 approuvée le 03 octobre 2019 <ul style="list-style-type: none"> <li>• La modification du règlement des zones naturelles et agricoles afin de prendre en compte la « loi Macron » ;</li> <li>• La correction d'une erreur matérielle. En effet, les zones As apparaissent sur le document graphique approuvé de la même manière que le la zone A ;</li> <li>• La mise à jour de la liste identifiant les changements de destination.</li> </ul> </li> <li>- Modification simplifiée n°1 approuvée le 09 décembre 2021. <ul style="list-style-type: none"> <li>• La correction d'une erreur matérielle sur le règlement graphique</li> </ul> </li> </ul>

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Modification de droit commun.

**Fondements :**

La présente évolution du PLU de Cercié porte sur des adaptations du règlement écrit, la modification d'un emplacement réservé, la mise en place d'une protection des linéaires commerciaux, l'adaptations de certaines OAP, ainsi que la mise à jour de la liste des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination.

Ces adaptations ne portent pas atteinte à l'économie générale du document et du PADD. De plus il n'est pas question de procéder à la réduction d'un Espace Boisé Classé (EBC) au titre de l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme, d'une zone agricole ou naturelle ou d'une protection « environnementale ».

**4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU**

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

1138 en 2021 (Insee)

**4.2.2 Caractéristiques spatiales**

Superficie totale (en hectares)	932,2 hectares.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	39	7,8%	37,8	7,5%
zones AU ouvertes	2,6	0,5%	2,5	0,5%
zones AU fermées	0	0%	0	0%
zones A	286	57,2%	286	57,2%
zones N	172,4	34,5%	173,7	34,7
Total	500	100%	500	100%

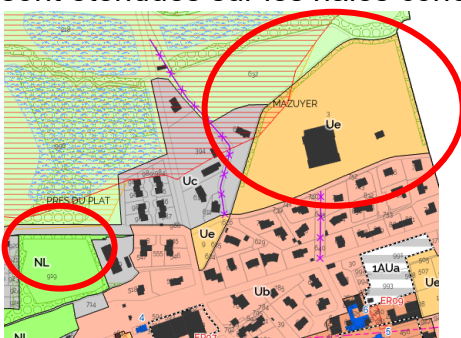
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Pas d'objectifs chiffrés. PLU approuvé en 2015

**4.3 Caractéristiques de la procédure****4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure**

Les objectifs de la présente évolution du PLU de Cercié sont les suivants :

- La mise à jour de la liste des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination ;
- Des ajustements du règlement écrit ;
- La mise à jour de la liste des emplacements réservés ;
- Des modifications du zonage sur plusieurs zones pour intégrer des zones naturelles de loisirs ;
- L'intégration de chemins à conserver ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>• La protection des haies identifiées sur la commune dans le Marathon de la Biodiversité ;</li> <li>• Des modifications d'OAP ;</li> <li>• La mise à jour des protections commerciales.</li> </ul>
<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Non concerné
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Non concerné
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>La mise à jour de la liste des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination en zone A et N autorise de nouveaux logements dans des bâtiments déjà existants, faisant automatiquement monter la densité de ces secteurs. Ajout de 5 nouveaux bâtiments susceptibles de changer de destination</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p> <p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>Afin de protéger les haies identifiées dans le cadre du Marathon de la biodiversité, les EBC sont étendues sur les haies concernées, pour une surface d'environ 2835 m<sup>2</sup>.</p> 

- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Non concerné
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Afin de conserver et valoriser sa fonction de loisirs, il est proposé de passer certaines parcelles dans une nouvelle zone naturelle de loisirs NL. Les terrains concernés sont les parcelles C919 et C960, toutes deux classées en zones Uc dans le PLU actuellement en vigueur.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Non concerné
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Non concerné
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Non concerné
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet → non concerné</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1) → non concerné</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur → non concerné</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
Non concerné

<b>5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure</b>			
<b>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## Annexe II

Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Zones humides identifiées dans le cadre du PLU
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Corridors écologiques identifiés dans le cadre du PLU



l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)			
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC identifiés dans le cadre du PLU
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

l'article L. 515-8 du code de l'environnement			
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	


D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La modification de droit commun a pour objet l'extension des EBC identifiés dans le PLU
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

<b>6. Auto-évaluation</b>
L'auto-évaluation doit <b>identifier</b> les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et <b>expliquer</b> pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

<b>7. Autres procédures consultatives</b>
<b>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</b>
Juin 2024
<b>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</b>
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>7.3 Procédure de participation du public envisagée</b>
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>8. Annexes</b>	
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>	
1 Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2 Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3 L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>

4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Belleville-en-Beaujolais	le,	14 juin 2024
Nom	MENICHON	Prénom	Jacky
Qualité	Président de la CCSB		
Signature			
			

## Auto-évaluation

La modification du PLU a pour objet les éléments suivants :

- La mise à jour de la liste des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination ;
- Des ajustements du règlement écrit ;
- La mise à jour de la liste des emplacements réservés ;
- Des modifications du zonage sur plusieurs zones pour intégrer des zones naturelles de loisirs ;
- L'intégration de chemins à conserver ;
- La protection des haies identifiées sur la commune dans le Marathon de la Biodiversité ;
- Des modifications d'OAP ;
- La mise à jour des protections commerciales.

### Les milieux naturels et la biodiversité (zones humides, zones Natura 2000, ZNIEFF)

L'auto-évaluation de la présente modification du PLU sur le plan de l'impact sur les milieux naturels et la biodiversité révèle des effets globalement positifs. La modification renforce la protection des milieux naturels grâce à l'intégration des haies identifiées lors du Marathon de la Biodiversité dans les Espaces Boisés Classés (EBC).

En outre, la création de zones de loisirs naturelles (zones NL) sur des parcelles actuellement non bâties mais classées en zones urbaines favorise la sanctuarisation des espaces verts. Ces zones sont spécialement destinées à la conservation et à la valorisation des espaces végétalisés, permettant des aménagements doux pour les loisirs de plein air tout en préservant les habitats naturels.

Aucune nouvelle consommation foncière n'est induite par cette modification, et aucune réduction des protections existantes des espaces agricoles, naturels ou des boisements n'est effectuée. Ces mesures garantissent la préservation de l'écosystème local et améliorent la résilience écologique de la commune.

**Par conséquent, cette modification du PLU n'a pas seulement un impact neutre, mais contribue activement à la protection et à la valorisation des milieux naturels et de la biodiversité.**

### La consommation d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers

L'auto-évaluation de la présente modification du PLU sur le plan de l'impact sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) indique des effets nuls voire bénéfiques. Cette modification n'induit aucune nouvelle consommation foncière et n'entraîne aucune réduction des protections existantes des espaces agricoles ou forestiers.

Par ailleurs, la création de zones de loisirs naturelles (zones NL) sur des parcelles actuellement non bâties mais classées en zones urbaines contribue à la préservation des espaces verts urbains, évitant ainsi toute conversion de ces terrains en surfaces bâties.

**En résumé, cette modification du PLU ne consomme pas d'espaces naturels, agricoles ou forestiers supplémentaires.**

### L'activité agricole

L'auto-évaluation de la présente modification du PLU sur le plan de l'impact sur les activités agricoles révèle des effets neutres à positifs. Cette modification n'induit aucune nouvelle consommation foncière et n'entraîne aucune réduction des protections existantes des espaces agricoles.

Les ajustements apportés, notamment la mise à jour de la liste des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination, ont été réalisés de manière à ne pas compromettre l'activité agricole. Les critères de sélection des bâtiments pour le changement de destination assurent qu'ils ne gênent pas les exploitations agricoles voisines et qu'ils respectent les exigences en matière de proximité avec les infrastructures agricoles.

En outre, les changements de destination sont soumis à des conditions strictes pour garantir qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité paysagère ou à la fonctionnalité des zones agricoles. Cette approche permet de diversifier l'utilisation des bâtiments existants tout en préservant l'intégrité et la viabilité des exploitations agricoles.

**En résumé, cette modification du PLU ne consomme pas d'espaces agricoles supplémentaires et n'affecte pas négativement les activités agricoles existantes.** Elle garantit la préservation des terres agricoles de la commune et assure que les changements de destination n'interfèrent pas avec les activités agricoles, soutenant ainsi la continuité et la viabilité des pratiques agricoles locales.

### L'eau potable

L'auto-évaluation de la présente modification du PLU sur le plan de l'impact sur l'eau potable révèle des effets limités et gérés efficacement. Les changements de destination prévus par cette modification sont tous desservis par les réseaux d'eau potable existants. Cela garantit que les nouveaux logements créés seront correctement approvisionnés en eau sans nécessiter d'extensions significatives des infrastructures actuelles.

De plus, les critères de sélection des bâtiments pour le changement de destination ont pris en compte la capacité des réseaux d'eau potable à répondre aux besoins supplémentaires engendrés par ces nouvelles habitations. Ainsi, bien que de nouveaux logements soient créés, l'impact sur l'approvisionnement en eau potable est limité et maîtrisé.

**En résumé, cette modification du PLU assure que les changements de destination sont desservis par des infrastructures d'eau potable adéquates, minimisant ainsi l'impact sur les ressources et les réseaux existants.**

### La gestion des eaux pluviales

L'auto-évaluation de la présente modification du PLU sur le plan de l'impact sur la gestion des eaux pluviales révèle des effets limités et bien gérés. Les nouvelles zones de loisirs naturelles (NL) incluses dans cette modification sont conçues pour être compatibles avec les infrastructures de gestion des eaux pluviales existantes, favorisant l'infiltration naturelle et réduisant le ruissellement.

### L'assainissement

L'auto-évaluation de la présente modification du PLU sur le plan de l'impact sur l'assainissement révèle des effets limités et bien maîtrisés. Bien que les changements de destination prévus par cette modification ne soient pas tous reliés aux réseaux

d'assainissement existants, des solutions d'assainissement autonome sont possibles et adéquatement prises en compte.

**En résumé, cette modification du PLU assure que, même en l'absence de raccordement aux réseaux d'assainissement existants, des solutions d'assainissement autonomes sont envisageables et adéquates.**

### **Le paysage ou le patrimoine bâti**

L'auto-évaluation de la présente modification du PLU sur le plan de l'impact sur le paysage et le patrimoine bâti révèle des effets positifs et bien maîtrisés. Les changements de destination et les ajustements apportés par cette modification respectent et renforcent la préservation du paysage et du patrimoine architectural de la commune.

Les critères de sélection des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination intègrent l'intérêt architectural ou patrimonial. Cela garantit que seuls les bâtiments ayant une valeur identitaire ou historique peuvent être transformés. De plus, les modifications des règles concernant les menuiseries et l'intégration d'un nuancier des façades visent à harmoniser les nouvelles constructions avec l'existant, contribuant à une cohérence visuelle et esthétique sur l'ensemble du territoire communal.

La création de zones de loisirs naturelles (NL) contribue également à l'amélioration du paysage en sanctuarisant des espaces verts et en favorisant des aménagements respectueux de l'environnement naturel.

**En résumé, cette modification du PLU ne compromet pas le paysage ou le patrimoine bâti de la commune. Au contraire, elle contribue à leur valorisation et à leur préservation.**

### **Les sols pollués, les déchets**

L'auto-évaluation de la présente modification du PLU sur le plan de l'impact sur les sols pollués révèle des effets neutres.

En ce qui concerne la gestion des déchets, la création de logements dans les anciens bâtiments agricoles va entraîner une augmentation des déchets. Cependant, cet impact est limité en raison du faible nombre de logements créés.

**En résumé, bien que la modification du PLU entraîne une augmentation des déchets due à la création de nouveaux logements, cet impact reste limité. De plus, la modification n'a aucun impact sur les sols pollués.**

### **L'air, l'énergie et le climat**

L'auto-évaluation de la présente modification du PLU sur le plan de l'impact sur l'air, l'énergie et le climat révèle des effets limités et bien maîtrisés. Les changements de destination et les ajustements apportés par cette modification tiennent compte des problématiques environnementales liées à la qualité de l'air, à l'efficacité énergétique et au changement climatique.

Les nouveaux logements créés dans les anciens bâtiments agricoles seront conçus pour minimiser leur impact sur la qualité de l'air en intégrant des technologies et des matériaux de construction durables – en lien avec la réglementation énergétique en vigueur (RE 2020). De plus, ces projets encouragent l'efficacité énergétique en adoptant des normes élevées



## Annexe II

de performance énergétique, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre associées à la consommation d'énergie.

En ce qui concerne le climat, la création de zones de loisirs naturelles (zones NL) contribue à la résilience climatique en favorisant des espaces verts qui captent le carbone et atténuent les effets des îlots de chaleur urbains.

Cependant, bien que ces nouvelles constructions augmentent légèrement la consommation d'énergie, l'impact global est limité en raison du faible nombre de logements créés.

**En résumé, la modification du PLU a un impact limité sur l'air, l'énergie et le climat. Les nouvelles constructions et les changements de destination sont conçus pour minimiser leur empreinte environnementale et promouvoir des pratiques durables.**